

La Mafia en campagne ?

L'ITALIE est en état de choc : la Sicile, en état de guerre : deux assassinats en deux jours, depuis le coup d'envoi de la campagne pour les législatives du 5 avril prochain.

Quand Salvo Lima entrerait dans un bar, on se levait, dit un témoin... Alors, comment ne pas voir dans l'assassinat de ce potentat local, jeudi 12 mars, en plein cœur de « sa » capitale sicilienne, un sanglant avertissement ?

CAR Salvo Lima était aussi un des politiciens les plus controversés d'Italie. On le disait justement lié de trop près à la Mafia, au sein de cette forteresse démocrate-chrétienne dont l'emprise sur le pays depuis quarante ans n'exclut pas certaines zones d'ombre.

Un autre « cadavre exquis », comme on dit féroce à Palerme, dans la longue liste de ceux qui, de Piersanti Mattarella, l'ex-président DC de la région, au général Dalla Chiesa il y a dix ans, sont tombés en luttant contre le crime organisé ?

ALORS, simple règlement de comptes entre « vieille » et « nouvelle Mafia » en lutte ouverte dans le jeu compliqué d'alliances politiques qui tardent peut-être, cette fois, à se renouveler, comme l'avance crûment la droite italienne ?

Mais, la Sicile, c'est avant tout un fief électoral du président du conseil, Giulio Andreotti, engagé dans une sourde lutte de pouvoir au sein de la DC.

Lire page 4 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

Alors que les combats s'intensifient M. Bush réclame un cessez-le-feu au Karabakh

Les combats entre Arméniens et Azerbaïdjanais pour le contrôle du Haut-Karabakh s'intensifient et se déroulent maintenant en dehors des limites de l'enclave.

Agdam, ville fantôme

AGDAM (Azerbaïdjan)

de notre envoyée spéciale « Allez, la Française, écris encore que c'est les islamistes azerbaïdjanais qui massacrent les pauvres Arméniens ! »

de mercredi à jeudi, les mêmes bombardements aux roquettes que connaissent depuis de longs mois Stepanakert, l'Arménienne, et Choucha, la dernière localité encore aux mains des Azerbaïdjanais.

Agdam, elle, est à plusieurs kilomètres en dehors de l'enclave du Haut-Karabakh, en « territoire azéri », diraient les Arméniens, au grand dam des Azerbaïdjanais.

SOPHIE SHIHAB Lire la suite page 3

En suspendant le transfert de ses armes nucléaires

L'Ukraine relance son contentieux avec la Russie

A une semaine d'un sommet de la CEI consacré aux questions militaires, le président ukrainien a annoncé, jeudi 12 mars, que son pays suspendait le transfert vers la Russie de ses armes nucléaires tactiques.



Lire page 3 l'article de notre correspondant JAN KRAUZE

Des mesures gouvernementales

Un soutien au logement

Le gouvernement a annoncé, jeudi 12 mars, des mesures en faveur du logement, des routes et des transports en commun dont il espère la création d'environ 50 000 emplois.

A dix jours des élections cantonales et régionales, le premier ministre a arrêté un plan de soutien au secteur du bâtiment et des travaux publics.

Un avantage fiscal sera accordé aux investisseurs (dans du neuf) louant à un prix moyen ainsi qu'aux propriétaires améliorant leur logement ; des financements pour la construction de logements à loyer intermédiaire sont aussi prévus.

Lire page 16 les articles de FRANÇOISE VAYSSE

Horreurs psychiatriques en Argentine

Le président Menem vient de visiter l'asile où auraient eu lieu pendant des années des trafics d'organes et même des assassinats

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Exhumations de cadavres sans yeux, dont les cavités oculaires ont été rebouchées avec des billes de verre, centaines de décès et de disparitions mystérieuses : c'est un véritable film d'épouvante qui vient d'être découvert dans l'un des principaux hôpitaux psychiatriques de la province de Buenos-Aires.

officiellement par le ministre de la santé, M. Cesar Julio Araoz.

Les premières révélations, déjà macabres, pourraient bien n'être que la partie visible de l'iceberg. Plusieurs cadavres présenteraient aussi d'étranges cicatrices en d'autres endroits du corps, témoignant du prélèvement d'autres organes.

continue. Dans les prochains jours, la justice pourrait ordonner le drainage d'un marécage qui se trouve dans le parc de 260 hectares.

De la route, on peut entrevoir la légendaire Colonia Montes de Oca (fondée en 1908), avec ses douze bâtiments délabrés. Elle abrite mille deux cents patients surnommés paternellement « los chicos » parce que la maladie mentale les rend aussi vulnérables que des enfants.

CHRISTINE LEGRAND

Lire la suite page 6

Des signes de redressement de l'économie aux Etats-Unis

L'économie américaine fournit depuis quelques jours des signes de redressement. Après plusieurs indices d'amélioration du secteur du logement, la consommation paraît elle aussi redémarrer.

Lire page 17 l'article de SERGE MARTI

Comptes rémunérés

Les banquiers critiquent le projet de La Poste.

Lire page 2 le point de vue de M. JACQUES DELMAS-MARSALET président du groupe des Banques populaires

Eléphants fragiles

Un nouveau sursis est accordé aux espèces menacées

KYOTO

de notre envoyée spéciale

Les conférences de la CITES (huitième conférence des pays signataires de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction), qui reposent en principe sur des critères scientifiques, se révèlent au fil des ans de plus en plus politiques.

profit de leur patrimoine naturel, leur unique ressource.

Les débats de Kyoto se sont néanmoins déroulés dans un climat plus serein que ceux de la précédente session, en 1989 à Lausanne, où les organisations non gouvernementales avaient multiplié les manifestations, notamment en faveur de l'éléphant.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 10

Climat tendu en Algérie

Alors que l'agitation universitaire continue, des difficultés économiques alourdissent le climat politique.

page 6

Les réformes en Chine

Une nouvelle offensive de M. Deng Xiaoping.

page 4

SANS VISA

- Voyage : Tanger, le grand réveil. ■ En France : Mende, l'ennui tranquille. ■ Anniversaire : des juifs chez Bajazet. ■ Parcours : Vikings, sauce barbare. ■ Table. ■ Jeux.

pages 23 à 30

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

Édouard Masurel L'année 1991 dans Le Monde Les principaux événements en France et à l'étranger Préface d'André Fontaine



Politique

Gardons les idées changeons le parti

par Jean-François Trans

EN cette période, la nécessité de se battre, la fierté de notre identité n'effacent pas le devoir de réflexion.

Il y a urgence. La gauche se fragmente. Les déboires dominicaux du Parti socialiste, le déclin du Parti communiste, l'émergence de forces écologistes plurielles, la survivance, même artificielle du centre gauche, dispersent un électoralat déjà chahuté par le retrait civique, la lenteur inhérente à tout processus de transformation sociale et la durée même de notre gestion ! Il y a danger si l'on se souvient de l'état de la gauche au début des années 60, écartée durablement des responsabilités et du pouvoir après le long brouillard de la IV^e République. Il a fallu près de vingt ans pour voir de nouveau clair. Il y a péril si l'on songe aux effets du poison des affaires sur une opinion déjà suspicieuse à l'égard des partis, des militants, voire des élus, et plus que rétive à l'engagement politique et au régime parlementaire.

Et pourtant, au-delà des frustrations et parfois des désillusions, soyons justes. Ces dix années de responsabilité au pouvoir seront jugées déterminantes pour le développement économique du pays comme pour son maintien dans les nouveaux équilibres du monde.

Citons la décentralisation et la modernisation de l'Etat, la vigueur du redressement économique et le succès de la désinflation, l'élargissement de la protection sociale, et le

RMI. Qui peut nier, malgré les dévoiements ou les rigidités du système, que de grandes réformes auront été réunies pendant cette décennie-là ?

Mais c'est maintenant que tout se joue : la persistance d'un niveau élevé du chômage, l'épuisement du système de protection sociale, l'abstention civique, la montée de l'extrême droite, le sentiment confus d'un profond malaise moral, l'attitude de la société face à l'immigration sont autant de défis majeurs pour la gauche. Les années 90 s'annoncent moins clinquantes que la décennie écoulée. Les mirages s'estompent déjà, et, avec eux, le mépris de l'action militante, la surestimation de la communication au détriment des messages, le tout pouvoir de l'argent. Et c'est tant mieux ! Il faut aller plus loin encore et écarter avec résolution les propos de cours, les argumentaires convenus ou les vulgarités « pour faire peuple », retrouver un sens intransigeant de l'action.

Le chômage dont les victimes sont les jeunes, les femmes, la main-d'œuvre non qualifiée, relève plus de l'organisation de la société, qu'il n'est un problème économique subordonné à l'augmentation de la demande intérieure ou à la baisse des charges. L'octroi d'une activité à chacun, le partage renégocié du temps de travail, l'équilibre entre emploi et productivité dans les services, la multiplication des tâches d'intérêt général, le lancement de grands équipements

et d'infrastructures dans le cadre de l'aménagement du territoire, sont avant tout des choix politiques. Avec la croissance et la richesse, ce serait plus facile, mais il va bien nous falloir inventer sans attendre l'incertaine reprise.

Retrait de l'Etat et déclin civique

Plus généralement, les problèmes de société ne doivent plus être traités en marge des autres. L'émergence de « l'individu démocratique » hisse les questions de droit et d'éthique au premier rang des préoccupations publiques. Le refus des discriminations de tout genre, la compatibilité délicate des expressions spirituelles et des exigences de l'Etat laïc, l'éthique du vivant et de l'aliénation du corps, l'émancipation juridique de l'enfance comme l'émergence de nouveaux modèles familiaux, l'explosion de la demande de droits et de justice sont à l'évidence des questions de tout premier ordre.

L'Europe est là, qui est un gage de démocratie, de stabilité et de paix. Le débat n'est plus sur sa nécessité mais sur son organisation. Elle demande confiance en nous, abandon de nos peurs et d'abord celle de l'Allemagne ; elle réclame une volonté d'ériger un modèle culturel et social susceptible d'être proposé au monde. Cela implique d'accélérer le rythme, de sortir du « ron-ron » économique : l'Europe a d'abord besoin de politique.

Avec le défi européen se repose la place de l'Etat. Sa perte en omnipotence, bien souvent surestimée, doit l'amener à regagner en efficacité ce qu'il a perdu en souveraineté, et d'abord à reconquérir des espaces laissés peu à peu en jachère : le logement, la télévision, la justice. Il ne s'agit rien de moins que de réaffirmer une logique de service public et le sens de l'Etat : le déclin civique est en effet la conséquence première de leur retrait. Enfin la nécessité de la construction européenne exige d'engager une pédagogie vigoureuse afin de faire triompher l'idée d'une grande nation française, ouverte, démocratique, en transition vers un autre monde, loin de la conception rétrograde d'une patrie rabougrie, tournée sur elle-même, triste et dernier avatar de la pensée conservatrice. Sachons qu'un des champs de bataille avec l'extrême droite se situe là.

Nos concitoyens n'ont pas pour autant sombré dans le conservatisme. Tous les sondages indiquent qu'une majorité de Français seraient favorables à une coalition de progrès mêlant gauche et écologie. Si l'on rajoute à cela la position très avantageuse dans l'opinion publique de certaines personnalités socialistes, on ne peut dire que l'opinion a basculé à droite. Non, c'est une mode de représentation politique qu'elle sanctionne, des attitudes, des habitudes, une manière de faire et de concevoir la politique, des rapports au pouvoir, aujourd'hui dépassés, voire condamnés. Ce ne sont pas nos idées qui sont contestées, c'est notre façon de les mettre en œuvre. Alors changeons. Il n'est que temps.

Ce n'est pas notre identité ou notre histoire qui est atteinte, c'est la légèreté avec laquelle on s'en accommode trop souvent. Soyons donc nous-mêmes et évitons de laisser à d'autres le soin, pas toujours délicat et pas nécessairement efficace, de nous représenter. Nous sommes d'abord attachés à des valeurs et à des principes plutôt qu'à des structures ou des formes organisationnelles figées dans le temps. C'est aux socialistes de prendre l'initiative de leur propre transformation pour accélérer l'organisation du camp de la réforme.

S'il faut contracter de nouvelles alliances, passons-les, mais clairement. S'il faut reconstruire pour avancer, faisons-le, mais ensemble. S'il faut aller jusqu'à se fondre pour renaître, qu'attendons-nous ? Mais disons-le fièrement, et à tous.

Toute l'histoire de la gauche est celle du progrès contre l'ordre et le statu quo. C'est le choix constant des mutations et des formes d'organisations appropriées contre l'immobilisme et la sclérose. C'est son honneur. Qu'elle en soit fière.

► Jean-François Trans est le pseudonyme du groupe des transcurants, animé, au sein du PS, par Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne, Bertrand Gallet, député de l'Eure-et-Loir, François Hollande, député de la Corrèze, Jean-Pierre Jouyet, président de Démocratie 2000, et Jean-Pierre Mignard, avocat, vice-président de Démocratie 2000.

Banque

Rémunérer la monnaie c'est tuer l'épargne

par Jacques Delmas-Marsalet

LE projet prêté à La Poste de lancer un nouveau produit liant de manière plus ou moins automatique un compte de chèques postal à un fonds commun de placement monétaire vient de relancer le débat sur la rémunération des dépôts à vue. Dans ce débat, le ministère de l'économie et des finances serait préoccupé des conséquences négatives que pourrait avoir ce nouveau produit sur l'encours des CCP et sur la collecte du livret A ; la profession bancaire, de la « concurrence déloyale » que lui ferait un service public bénéficiant encore de certains « privilèges ». A ma grande surprise, seul le contre-argument fondamental n'a pas été clairement avancé.

Ce contre-argument tient à ce que la rémunération des comptes chèques à des taux proches du marché monétaire est contraire à la fois aux principes fondamentaux de la théorie économique et aux exigences d'une saine politique de l'épargne.

Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Keynes rappelait que l'intérêt est le prix de la renonciation à la liquidité, celui qu'il faut payer au détenteur de monnaie pour le faire renoncer à sa préférence naturelle pour les avoirs disponibles à tout moment. C'était dire qu'il ne saurait y avoir d'intérêt sans cette renonciation.

Une autre manière de formuler ce principe consiste à rappeler qu'il ne peut y avoir d'épargne sans un minimum d'immobilisation et que, s'il convient de rémunérer l'épargne, et ce d'autant mieux qu'elle est plus longue et plus risquée, il ne faut surtout pas rémunérer la monnaie.

C'est ce que, dans leur grande sagesse, les autorités monétaires avaient décidé dans les années 60 en interdisant — à juste titre — de rémunérer les comptes à vue sur lesquels on peut librement tirer des chèques du jour au lendemain. Cette règle subsiste toujours. Mais elle a été tournée à la marge depuis quelques années, sans que la profession et les pouvoirs publics réagissent avec la fermeté qui eût été nécessaire.

Si, à ma connaissance, aucune grande banque française à réseau ne s'est lancée dans la guerre suicidaire des « super cuentas » espagnoles, des établissements spécialisés, des banques étrangères ou des compagnies d'assurances en mal de clients ont proposé des produits présentés comme des comptes chèques assortis de rémunérations de 7 à 9 % net d'impôts. Encore faut-il entrer dans le détail et regarder ces comptes à la loupe pour s'apercevoir que la franchise d'impôt n'est acquise que si les retraits ne dépassent par un certain montant dans l'année, que la rémunération n'est pas toujours au premier franc et que le dépôt minimum est souvent élevé. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel est, qu'en admettant qu'un compte de pures liquidités, tirable de chèques à tout moment et sans risque, puisse être rémunéré à des taux pareils, on a porté un mauvais coup à la véritable épargne qui est nécessairement à terme et, le plus souvent, à risque (celui-ci variant selon sa durée et son support).

Comment s'étonner que l'épargne soit insuffisante et refuse de s'investir à long terme alors que les particuliers peuvent s'assurer, sans faire aucun effort d'épargne

véritable, des rémunérations élevées pour la détention de liquidités placées en toute sécurité, c'est-à-dire, en définitive, pour la détention de monnaie ?

L'on pourrait objecter que cette critique vaut tout autant pour les Sicav et FCP monétaires sur lesquels sont, d'ailleurs, adossés les « vrais-faux comptes rémunérés ». Je réponds : non ou, tout au moins, pas fatalement.

Il est un bon usage des Sicav monétaires qui consiste à les utiliser comme des instruments de capitalisation à terme — parfois même à long terme — investis dans des titres, ceux du marché monétaire, qui offrent une moindre sensibilité aux variations des taux d'intérêt, et donc une plus grande sécurité, que les titres obligataires longs, sans parler des actions. C'est d'ailleurs l'utilisation qui en est faite aujourd'hui par la majorité des porteurs. Elle n'est pas illégitime ni même totalement incompatible avec le souci d'encourager l'épargne, à condition qu'à moyen-long terme, leur rémunération soit moindre que celle des placements plus risqués. Cette condition est généralement remplie et les intermédiaires peuvent, par leur politique de commissionnement, contribuer à ce qu'elle le soit.

L'usage pervers des Sicav

L'usage pervers des Sicav monétaires consiste à les utiliser comme des « porte-monnaie rémunérés ». S'agissant des Sicav directement placées par les banques, cet usage pervers a été fort heureusement limité par le rétablissement progressif des droits d'entrée ou des frais de souscription que, dans un moment d'épargne, les banques avaient pratiquement fait disparaître entre 1985 et 1990. Il n'en va pas de même des Sicav ou FCP utilisés comme support des « vrais-faux comptes à vue rémunérés ». Pour mettre fin à ce dévoiement et restaurer l'épargne à terme, il me paraît indispensable, d'une part, de ne plus faire bénéficier les cessions de parts de Sicav et FCP monétaires de la franchise totale d'imposition des plus-values dans la limite de 316 900 F par an, d'autre part, de ramener le taux d'imposition des comptes à terme — qui constituent la première forme d'épargne immobilisée — au niveau de celui applicable aux Sicav monétaires.

A ces conditions, il me paraît possible d'enrayer l'épidémie — encore limitée — des comptes à vue rémunérés moyennant un contournement de la réglementation, à des taux proches de ceux du marché monétaire. Les laisser s'étendre ne pourrait que faire baisser l'épargne et monter le coût du crédit, au détriment du financement de l'économie. Plus qu'une erreur, ce serait, de la part de la communauté financière française, une faute, comme toute attitude qui repose sur un oubli des principes et un renoncement aux valeurs sur lesquelles repose notre système économique.

Rémunérer la monnaie ? Allons donc ! Ce serait tuer l'épargne.

► Jacques Delmas-Marsalet est président du groupe des Banques populaires.

Neutraliser Le Pen

par Olivier Bernard, Michel Narbonne et Claude Poizot

LES prochaines élections régionales constituent un enjeu sérieux, bien au-delà de la simple vérification en vraie grandeur des rapports de force partisans, actuellement ressassés par les sondages. S'il enregistrait une nouvelle poussée électorale, le parti de Jean-Marie Le Pen se trouverait encore consolidé, son influence idéologique dans les conseils régionaux accrue, ses moyens techniques et financiers pour ses élus et leur propagande renforcés.

On le sait mieux aujourd'hui : pour qu'un candidat FN puisse être élu, il ne lui faut pas nécessairement une crise économique et sociale profonde, mais une simple situation particulière dont les caractéristiques sont : 1. une implantation convenable du candidat ; 2. la division de la droite ; 3. la confusion de la gauche ; 4. une forte abstention. A la vérité, ces conditions peuvent être réunies assez facilement...

L'importance de l'enjeu n'a pas échappé aux plus exposés à la vindicte d'exclusion : ce sont les jeunes beurs, les communautés juives, qui se mobilisent et laissent espérer un recul plus général de l'abstention, réadhésion bienvenue aux valeurs démocratiques.

Durant les mois qui nous séparent des législatives, on s'emploiera

à isoler électoralement le parti de Jean-Marie Le Pen et à neutraliser son influence délétère : pour y parvenir, un certain consensus se dessine. Il s'agit d'abord de remettre à plus tard la question du scrutin proportionnel, d'abandonner ensuite l'idée du « front républicain » pour celle, plus efficace, d'un simple « désistement républicain », mais à la condition qu'il soit assumé avec la plus grande clarté, qu'il énonce la différence entre l'adversaire et l'ennemi politique, qu'il se situe dans le seul moment de l'élection, sans contrat ni alliance et qu'enfin il se dise à voix haute, comme dans la 4^e circonscription du Nord, et non du bout des lèvres comme à Dreux.

Pour autant, pour le FN, son renforcement, plausible dans un futur immédiat, ne devrait pas être le raz-de-marée escompté ou fantasmatiquement annoncé par les thuriféraires lepénistes ; à trois ans de la présidentielle, le slogan « Le Pen Vite » commence à sonner creux. Ne pouvant apparemment plus compter sur les désunions de la « droite molle », le vieillissant leader de l'extrême droite croit-il encore à sa « chance historique » ou n'entend-il plus limiter sa mission qu'à tenter d'assurer la pérennité d'un appareil ?

Doit s'amplifier alors pour tous les opposants au Front un néces-

saire et patient travail de pédagogie, condition d'une recomposition du tissu social, dont le délitement nourrit les discours, les gestes et les analyses anachroniques de l'extrême droite, qui fait son miel de la peur, du rejet de l'autre, du ressentiment.

La classe politique semble de nouveau se convaincre que les délices et les misères du jeu électoral ne sont plus contradictoires avec la recherche encore fragile d'un débat plus riche, plus large, plus constructif en termes d'échanges d'idées, d'intentions programmatiques, sinon de projets de société : écologie, antiracisme, laïcité, antisémitisme, assistance humanitaire...

Perspective finalement encourageante : le « danger Le Pen » envisagé cette fois comme choc salutaire pour le corps social pourrait être à l'origine d'une réhabilitation du politique au-delà des clivages traditionnels, d'un renouveau des conduites militantes et d'un regain de propositions démocratiques offensives, évolution que la gauche institutionnelle ne semble pas encore avoir tout à fait bien saisie.

► Olivier Bernard, Michel Narbonne, Claude Poizot, un géographe, un enseignant et un écrivain, ont signé « Contre Le Pen », dans *Le Monde*, du 11 septembre 1991.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP. Paris RP

201 MON 01

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO